

faites par le chef de l'état-major de la défense hier soir à la télévision. Le premier ministre peut-il indiquer à la Chambre si le gouvernement a entamé ou non des négociations avec le gouvernement de la France en ce qui concerne, d'abord, la vente d'armes additionnelles à ce pays, et en second lieu, en ce qui concerne l'ouverture de l'une de nos bases du littoral est pour en faire une base navale d'été de la marine française?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je ne suis pas au courant de cela. La question relève du ministère de la Défense nationale. Je lui demanderai de faire rapport à la Chambre à ce sujet si on le lui demande à son retour.

\* \* \*

### LES PÊCHES

#### L'OFFICE DU POISSON SALÉ—LA POLITIQUE RELATIVE AUX PRIX PAYÉS AUX PÊCHEURS

[Français]

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et Forêts s'il peut répondre à la question que je lui ait posée mercredi dernier?

[Traduction]

**M. Eymard Corbin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts):** J'apprends que l'Office canadien du poisson salé agissait en vertu de pouvoirs contenus dans une mesure provinciale en vertu d'une loi relative à la commercialisation du poisson salé adoptée le 28 avril 1970. A l'article 2, cette loi provinciale stipule que seul l'Office ou un agent de l'Office pourra acheter du poisson salé. Dès lors, aucune société privée ne peut se livrer à ce commerce même si le prix qu'elle paie est supérieur au prix initial payé par un agent de l'Office.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### LA HAUSSE DU PÉTROLE

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Elle découle d'une déclaration faite par des exploitants de pétrole canadiens de l'Ouest selon laquelle ils s'attendent à une augmentation générale des prix de 25c. à 40c. le baril pour leur produit selon les politiques du gouvernement. Le ministre a-t-il examiné les effets qu'une telle augmentation aurait sur les prix à la consommation et, sinon, a-t-il l'intention de le faire?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Je ne suis pas au courant de la déclaration, mais je me renseignerai pour voir les ramifications qu'elle pourrait avoir en ce qui concerne mon ministère.

### LE CANADIEN NATIONAL

#### TERRE-NEUVE—L'ENQUÊTE SUR L'ACCIDENT D'AUTOCAR—LES LACUNES DU SERVICE

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Une question pour le secrétaire parlementaire ou le ministre suppléant des Transports. Le ministère pourrait-il enquêter sur le grave accident d'un autobus du CN survenu hier à Terre-Neuve, et par la même occasion sur les nombreux accidents relevés jusqu'ici et sur tout le réseau de transport par autobus de la province?

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Je vais communiquer immédiatement avec le ministre des Transports à ce sujet et j'espère qu'il pourra traiter de cette grave question, à la Chambre demain.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### L'ACCORD SUR LES EXPORTATIONS DU GAZ NATUREL ET LES PRIX AU CANADA

**M. Max Saltsman (Waterloo):** J'aimerais savoir si le ministre de la Consommation et des Corporations a pu examiner les répercussions du récent accord canado-américain sur l'exportation de gaz naturel sur les prix à la consommation au Canada. Si oui, quand en fera-t-il rapport à la Chambre?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** La question est de la compétence de l'Office national de l'énergie. Je ne sais trop sur quoi elle porte au juste. La vente fut approuvée par l'Office, qui en signale les répercussions sur l'approvisionnement domestique dans son rapport.

\* \* \*

### RADIO-CANADA

#### LA NOMINATION D'UN AMÉRICAIN COMME PRÉPOSÉ AUX RELATIONS PUBLIQUES

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Vu l'absence du secrétaire d'État, je vais m'adresser à son secrétaire parlementaire. Va-t-il voir à ce qu'une enquête se fasse à Radio-Canada pour savoir si, oui ou non, la Société a épuisé tous les moyens avant de nommer un citoyen des États-Unis comme préposé en chef aux relations publiques?

**M. James Hugh Faulkner (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Je vais transmettre cette demande à la Société.

**M. Broadbent:** Le ministre cherchera-t-il également à savoir si ce citoyen des États-Unis était jusqu'à dernièrement un employé du consultat de ce pays?

**M. l'Orateur:** A l'ordre! Passons à l'ordre du jour.